

APPEL D'OFFRES

TITRE : RFP/IVC/SUP/019-2023/IS/ao : Appel d'offres pour ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS DANS LES NEUF (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays : (CHR ODIENNE / CHR MAN / CHR ABENGOUROU / CHR KORHOGO / CHR SAN PEDRO / CHR DALOA / CHR BONDOUKOU / 1 SITE DE SANTE A YAMOUSSOUKRO ET 1 CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE (CHU DE BOUAKE) .

NUMERO DE L'APPEL D'OFFRES : RFP/IVC/SUP/019-2023/IS/ao

Le lien pour y accéder sur le site UNICEF est

<https://www.unicef.org/cotedivoire/travailler-%C3%A0-lunicef>

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF), lance le présent appel d'offres pour la sélection d'un ou plusieurs prestataires pour l'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays : CHR ODIENNE / CHR MAN / CHR ABENGOUROU / CHR KORHOGO / CHR SAN PEDRO / CHR DALOA / CHR BONDOUKOU / 1 SITE DE SANTE A YAMOUSSOUKRO ET 1 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU DE BOUAKE).

La description détaillée des travaux est précisée dans les TDRs et les annexes. Ces spécifications devront être scrupuleusement respectées dans la soumission des offres.

Les offres financières seront codées par un mot de passe et transmises à l'UNICEF par e-mail à ivcprocurement@unicef.org au plus tard le **lundi 17 juillet 2023**. L'objet du mail de transmission sera : **RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays : CHR ODIENNE / CHR MAN / CHR ABENGOUROU / CHR KORHOGO / CHR SAN PEDRO / CHR DALOA / CHR BONDOUKOU / 1 SITE DE SANTE A YAMOUSSOUKRO ET 1 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU DE BOUAKE).**

INFORMATIONS ESSENTIELLES

Les références de la consultation N° **RFP/IVC/SUP/019-2023/IS/ao** devront être clairement inscrites en objet du mail de transmission de l'offre financière. Par le fait même de soumettre leur offre, les soumissionnaires sont réputés avoir une parfaite connaissance des prestations attendues.

Les offres reçues après le **lundi 17 juillet 2023** ne seront pas considérées.

OUVERTURE DES OFFRES

L'offre technique

L'ouverture des offres technique aura lieu le **Mardi 18 Juillet 2023** par les membres du Comité Interne d'Ouverture des Offres.

Nb : Votre offre technique ne doit être protégée par aucun mot de passe

Il est demandé à tous les soumissionnaires de lire attentivement tous les documents de l'avis de consultation afin de s'assurer qu'ils comprennent les besoins exprimés par l'UNICEF et sont en mesure de soumettre une offre qui y soit conforme. Veuillez bien noter que toute offre non- conforme ne sera pas validée.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CE **FORMULAIRE DE SOUMISSION** doit être rempli, signé et retourné à l'UNICEF. Le formulaire figurera dans l'offre technique du soumissionnaire. L'offre sera préparée conformément aux instructions contenues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

TERMES ET CONDITIONS DE CONTRAT

Tout contrat ou bon de commande découlant de la présente consultation sera soumis aux conditions générales de l'UNICEF et aux conditions spécifiques de la consultation.

INFORMATION

Toute demande d'information complémentaire sera adressée par courrier électronique à l'adresse ivcprocurement@unicef.org avec copie à isy@unicef.org en faisant référence à l'appel d'offres ouvert :

N° RFP/IVC/SUP/019-2023/IS/ao : Appel d'offres pour l'ACQUISITION ET l'INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays.

Les soumissionnaires ayant pris connaissance des termes et conditions de l'avis de consultation **N° RFP/IVC/SUP/019-2023/IS/ao : Appel d'offres pour l'ACQUISITION ET l'INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR** afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays, s'engagent sans réserve, conformément aux clauses et conditions des documents ci-joints, à fournir les services demandés aux conditions qui y sont définies.

Signature: _____

Date: _____

Nom et Titre: _____

Société: _____

Adresse Postale: _____

N° Tel/Gsm: _____

E-mail: _____

Validité de l'offre: _____

Monnaie de l'offre: _____

Remise consentie: _____

Délai de livraison offert: _____

Veillez indiquer les conditions commerciales que vous accordez sur votre offre.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

PARTIE I – OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

1. CADRE ORGANISATIONNEL

L'UNICEF est l'Agence des Nations Unies ayant pour mandat de promouvoir les droits des enfants, de leur garantir leurs droits élémentaires et de leur offrir des opportunités de développement. Dans le cadre de sa mission, l'UNICEF lutte pour l'établissement des droits de l'enfant comme une norme internationale de comportement vis-à-vis des enfants. Le rôle de l'UNICEF est de mobiliser les volontés politiques et les ressources matérielles afin d'aider les pays à garantir la mise en application du slogan "les enfants d'abord". L'UNICEF est engagé dans la protection spéciale des enfants les plus vulnérables.

L'UNICEF exécute son mandat à travers son siège sis à New York, 8 bureaux régionaux et 125 bureaux de pays à travers le monde. L'UNICEF a également un centre de recherche à Florence, une base d'opérations d'approvisionnement à Copenhague et des bureaux à Tokyo et Bruxelles. Les 37 comités nationaux de l'UNICEF mobilisent des ressources et assurent le plaidoyer pour la mission et le mandat de l'organisation.

2. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'hygiène dans les établissements sanitaires joue un rôle essentiel dans la prévention des maladies et dans la promotion de la qualité des soins. Sa maîtrise constitue une étape importante dans la recherche de solutions durables aux nombreux problèmes de santé des populations.

Selon l'OMS, chaque année à travers le monde, environ 8 à 16 millions d'infections par le virus de l'hépatite B, 2 à 4,5 millions d'infections par le virus de l'hépatite C et 75 000 à 150 000 cas d'infections par le VIH/Sida sont provoqués par les injections à risque ou par une mauvaise gestion des déchets médicaux.

Malgré les nombreux risques auxquels les déchets médicaux exposent le personnel soignant, les malades, la communauté et l'environnement, les mesures pour la mise en place d'un système de gestion durable des déchets médicaux restent insuffisantes.

Pour faire face à cette problématique, le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHPCMU) bénéficie de l'appui des partenaires au développement pour une gestion des déchets qui respecte les normes environnementales et les standards internationaux. Ainsi, de juin 2021 à décembre 2022, l'appui technique et financier de l'Unité de Coordination des Projets Santé de la Banque Mondiale (UCPS-BM) a permis la collecte et l'élimination d'environ 352 tonnes de déchets COVID-19 et de vaccination dans les régions sanitaires d'Abidjan 1, Abidjan 2, Sud Comoé, Agnèby-Tiassa, Mé et Grand-Ponts constituant le pôle d'Abidjan.

Par ailleurs, le MSHPCMU, s'inscrivant dans une approche de qualité, une Prise En Charge (PEC) holistique des malades visant à réduire le nombre de décès évitables, a opté pour la création de Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES).

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

Aussi, les présents termes de référence sont-ils élaborés pour définir et préciser les conditions d'acquisition de ces équipements.

- ❖ Pour les trois (08) incinérateurs :
 1. CHR d'Odienné
 2. CHR de Man
 3. CHR d'Abengourou
 4. CHR de Korhogo
 5. CHR de San Pedro
 6. CHR de Daloa
 7. Site dédié à la santé à Yamoussoukro
 8. CHU de Bouaké

 - Capacité de traitement : 100 à 120 kg/h
 - Volume de combustion : 2-3 m³
 - Temps de fonctionnement journalier : de 8 à 13 heures
 - Combustible : diesel / gaz
 - Avec système de purification des gaz (laveur de fumées)
 - Réduction du volume des déchets : minimum 95%
-
- ❖ Pour le banaliseuseur :
 1. CHR de Bondoukou

 - Capacité de traitement : 100 à 170 Kg/Cycle
 - Traitement par vapeur d'eau et broyage
 - Temps moyen du cycle : 30 à 40 min
 - Réduction du volume des déchets : minimum 80%
 - Chargement : manuel
 - Alimentation électrique : 380-400 V triphasé

En effet, les pôles sanitaires sont des regroupements de plusieurs régions sanitaires dont le but est d'assurer et d'optimiser la PEC adéquate des malades à l'intérieur d'un pôle. Pour y parvenir, chaque pôle sanitaire doit disposer de la quasi-totalité des spécialités médicales et de matériels de pointe pour la PEC des malades mais aussi disposer d'équipements de qualité pour la gestion des déchets issus des activités de soins.

S'inscrivant dans cette dynamique de la création de pôles sanitaires, tel que prôné par le Gouvernement, la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé Environnement (DHPSE) a reçu un financement de l'UNICEF pour l'acquisition et l'installation de huit (08) incinérateurs et un (01) banaliseuseur en vue d'une gestion adéquate des déchets dans les neuf (09) pôles de l'intérieur du pays. Le pôle d'Abidjan composé des six (06) régions sanitaires déjà investiguées par les prestataires pour les opérations de collecte, transport et élimination des déchets COVID-19 et de vaccination est laissé en marge parce qu'il bénéficie de plusieurs appuis en équipements de traitement des déchets sanitaires.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

Une mission de repérage du site d'installation dans chacun des neuf (09) PRES est organisée par la DHPSE avec la participation de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement, de la Maintenance et du Patrimoine (DIEMP) et la Direction de Coordination du Programme Élargie de Vaccination (DC-PEV)

Aussi, les présents termes de référence sont-ils élaborés pour définir et préciser les conditions d'acquisition de ces équipements.

L'UNICEF promeut les droits et le bien-être de chaque enfant, dans tout ce que nous faisons. Ensemble avec nos partenaires, nous travaillons dans 190 pays et territoires pour traduire cet engagement en action concrète, en concentrant les efforts sur les enfants les plus vulnérables et les exclus, dans l'intérêt de tous les enfants, partout dans le monde.

3. OBJECTIFS

3-1. Objectif Général

Améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) PRES de l'intérieur du pays.

3.2. Objectifs spécifiques

- Acquérir huit (08) incinérateurs et un (01) banaliseuse de déchets sanitaires,
- Assurer l'installation des huit (08) incinérateur et du banaliseuse,
- Fournir une assistance technique pour assurer le bon fonctionnement de ces équipements de traitement des déchets sanitaires.

4. RESULTATS ATTENDUS

- Huit (08) incinérateurs et un (01) banaliseuse sont installés dans un abri sur chaque site bénéficiaire et fonctionne effectivement.

5. DESCRIPTION DES TRAVAUX ATTENDUS

5.1 Abri pour banaliseuse

Le fournisseur construira un local pour abriter chaque équipement et le protéger contre les intempéries.

Il s'agira d'un local en forme parallélépipédique avec la partie basse en aggro sur une hauteur comprise entre 30 et 50 centimètres et la partie haute grillagée pour faciliter la circulation de l'air. Une porte métallique à 2 battants avec serrure sera prévue pour en interdire l'accès aux personnes non autorisées. Les matériaux utilisés devront permettre le nettoyage facile du plancher avec des désinfectants.

La taille (longueur, largeur et hauteur) du local sera fonction des dimensions de l'équipement à installer et devra permettre la circulation des opérateurs et de tout autre personnel autorisé.

La construction du local devra assurer aux utilisateurs, le maximum d'aisance et de sécurité dans l'accomplissement des tâches quotidiennes.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

Pour assurer une parfaite salubrité, une dalle couverte avec une douce déclinaison centrifuge sera aménagée sur une largeur d'au moins 1,5 mètre tout autour de l'abri.

5-2. Local de stockage provisoire

Le fournisseur des équipements devra construire un local qui servira au stockage provisoire des déchets avant leur banalisation. Ce local répondra aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité prescrites par le document de normes et directives de sécurité des injections et gestion des déchets médicaux en vigueur en Côte d'Ivoire.

Il devra comporter des compartiments horizontaux en matériaux non corrosifs. Le plancher du local devra être fait en matériau non corrosif, permettant le nettoyage avec des désinfectants. Les dimensions de ce local devront permettre la circulation des opérateurs et de tout autre personnel autorisé.

6. DESCRIPTIONS TECHNIQUES DES EQUIPEMENTS

6.1. Caractéristiques techniques des Equipements

- ❖ **INCINERATEUR** : (doté de laveur de fumée) :
 - Capacité de traitement : 100 à 120 kg/h
 - Volume de combustion : 2-3 m³
 - Temps de fonctionnement journalier : de 8 à 13 heures
 - Combustible : diesel / gaz
 - Avec système de purification des gaz (laveur de fumées)
 - Réduction du volume des déchets : minimum 95%

- ❖ **BANALISEUR** :
 - Traitement par vapeur d'eau et broyage
 - Capacité de traitement : 100 à 170 Kg/Cycle
 - Temps moyen du cycle : 30 à 40 min
 - Réduction du volume des déchets : minimum 80%
 - Chargement : manuel
 - Alimentation électrique : 380-400 V triphasé

6.2. Kit complet de pièces de rechange.

Le soumissionnaire proposera pour chaque équipement, un kit de pièces de rechanges nécessaires pour un fonctionnement d'au moins 1.000 heures.

6.3. Petits matériels de gestion des résidus

Pour la manipulation des résidus d'incinération/banalisation, le soumissionnaire proposera le petit matériel suivant (ce matériel est décrit plus bas en détail) :

- 01 pelle,
- 02 brouettes,
- 01 râteau,
- 02 raclettes,
- 04 conteneurs à roulettes.

6.4. Commandes et régulations

Des dispositifs de commande et de régulation automatiques, étanches aux poussières avec tous les appareils nécessaires au bon fonctionnement de chaque équipement sont à prévoir.

7. SERVICE CONNEXES

La livraison de chaque équipement devra être accompagnée par la fourniture d'un certain nombre de services en fonction du site d'installation identifié.

7.1. Livraison et montage des équipements

Chaque équipement doit être livré, monté et mis en route sur le site identifié pour la destruction des déchets sanitaires dans le pôle régional.

7.2. Formation

Le personnel chargé de la coordination, du suivi du fonctionnement et ceux chargés de la manipulation (opérateurs de banaliseurs) seront formés par le prestataire sur chacun des sites identifiés pour abriter un équipement.

- **Pour le site du banaliseurs /** Six (06) agents seront formés.

Il s'agit de :

- Un (01) agent de la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement (DHPSE)
- Un (01) agent de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement, de la Maintenance et du Patrimoine (DIEMP)
- Un (01) Technicien d'Hygiène et Assainissement appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant le banaliseurs.
- Un (01) Technicien Biomédical appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant le banaliseurs.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINÉRATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

- Deux (02) opérateurs du banaliseuse identifiés sur le site de l'équipement

- **Pour le site de l'incinérateur de Yamoussoukro / Six (06) agents seront formés.**

Il s'agit de :

- Un (01) agent de la Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement (DHPSE)
- Un (01) agent de la Direction des Infrastructures, de l'Équipement, de la Maintenance et du Patrimoine (DIEMP)
- Un (01) Technicien d'Hygiène et Assainissement appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant l'incinérateur.
- Un (01) Technicien Biomédical appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant l'incinérateur.
- Deux (02) opérateurs de l'incinérateur identifiés sur le site de l'équipement

- **Pour les sept (07) autres sites d'incinération / Quatre (04) agents seront formés par site.**

Soit un total de vingt-huit (28) personnes pour l'ensemble des sites d'incinération.

Pour chaque site, il s'agit de :

- Un (01) Technicien d'Hygiène et Assainissement appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant l'incinérateur.
- Un (01) Technicien Biomédical appartenant à l'hôpital de référence relevant du site abritant l'incinérateur.
- Deux (02) opérateurs de l'incinérateur identifiés sur le site de l'équipement

Le nombre total de personnes à former pour les neuf (09) pôles régionaux est de quarante (40).

7.3. Equipements de protection individuelle

Les opérateurs de chaque équipement, au nombre de deux (02) et leurs encadreurs au nombre de deux (02) bénéficieront pour la mise en œuvre de leurs activités, d'équipements de sécurité qui devront être livrés avec l'équipement. Le jeu d'équipement par personne est constitué de :

- 02 Combinaisons de protection individuelle ;
- 02 Paires de lunettes de protection ;
- 01 Masque (demi-masque) de protection contre les gaz avec un lot de recharge de 12 filtres interchangeables ;
- 02 Paires de gants anti-chaaleur ;
- 02 Paires de bottes de sécurité.

Les caractéristiques de chaque équipement se présentent comme suit :

a. Combinaison

Elle doit être :

- en matériau résistant à l'humidité et facile à laver ;
- à manches longues pour une plus grande couverture ;
- réutilisable.

b. Lunettes de protection des yeux

Elles doivent :

- être à 100% en polycarbonate, résistant aux impacts ;
- avoir des branches protectrices des yeux avec des ouvertures permettant le passage de l'air. Les branches protectrices comprendront un dispositif résistant à l'humidité, faisant le tour de la tête et permettant ainsi de les maintenir solidement en place ;
- être d'un modèle durable et nettoyable ;
- être bien adaptées, confortables et permettent une vision et des mouvements sans restriction.

c. Masque

Il s'agit d'un demi-masque à gaz qui doit être :

- rigide ;
- conçu de façon à protéger à la fois le nez et la bouche contre le gaz avec un lot de recharge de 12 filtres interchangeables ;
- doté d'un dispositif permettant de remplacer en toute sécurité le filtre de recharge.

d. Gants anti-chaueur

- Ils doivent comporter à leurs extrémités, des prises permettant de saisir les objets sans risque de glissades ;
- L'extérieur des gants doit être en cuir, résistant à la chaleur et à la perforation, mais flexible ;
- Le revêtement interne sera résistant aux crevaisons, coupures, aspérités et abrasions.

e. Bottes pour manipulateurs de déchets

- En polyvinyle ou toute autre matière plastique et moulées en une pièce pour assurer l'étanchéité ;
- Résistantes et facile à désinfecter pour une protection et une hygiène maximale ;
- Semelles avec des rainures antidérapantes pour éviter de glisser ;
- Résistantes aux coupures d'objets piquants, coupants ou tranchants.

f. Boîte à outils et pièces d'usure

Une boîte à outils complète pour chaque équipement, destinée à la maintenance préventive et composée des différentes clés et outils nécessaires, devra être mise à la disposition des opérateurs/maintenanciers préalablement formés par le fournisseur.

Le soumissionnaire précisera dans son offre et de façon exhaustive, le contenu de la boîte à outils en fonction du modèle de l'équipement.

g. Balance électronique haute sensibilité

Une (01) balance électronique haute sensibilité devra être mise à la disposition des opérateurs pour effectuer la peser des déchets réceptionnés pour le stockage provisoire ainsi que ceux destinés aux séance de traitement (incinération ou banalisation).

Cette balance devra avoir une précision inférieure à 10 g (< 10g) et une portée supérieure ou égale à 30 kg (≥ 30).

7.4. Service après-vente

Le soumissionnaire devra proposer un service après-vente et une assistance disponible pendant 5 ans (support de maintenance).

7.5. Raccordement en eau et électricité

Pour l'éclairage des lieux, le fonctionnement de chaque équipement et le suivi général du processus, le local abritant ce dernier devra être raccordé au réseau électrique disponible sur le site d'accueil en tenant compte des câblages électriques et de la consommation électrique spécifique de l'équipement, de l'ordre de 60 KWh à 85 KWh.

De même, pour l'approvisionnement du site en eau, le fournisseur réalisera le raccordement au réseau d'eau potable existant sur le site d'accueil.

7.6. Equipement électrique de l'abri

Le Local devant abriter l'unité de traitement devra :

- Être entièrement équipé pour assurer un fonctionnement optimal avec au minimum :
 - 1 coffret électrique dimensionné et protégé pour supporter l'ensemble des dispositifs mis en place.
 - 1 sectionneur général
 - 1 disjoncteur séparé par ligne d'alimentation
 - 1 Contrôleur de phase etc.
- S'intégrer sans nuisance dans l'environnement de l'équipement.
- Être de dimension suffisante pour permettre un accès facile par les techniciens et Opérateurs avec leur matériel de travail (Exploitation et Maintenance).
- Être suffisamment aéré (Aération haute et Basse)

Le fournisseur mettra à disposition les schémas d'implantation (Disposition) des équipements proposés dans le Bâtiment.

7.7. Sécurité des installations

▪ *Stabilisateur de courant électrique*

Un stabilisateur de courant électrique sera fourni pour protéger l'ensemble des composantes électriques de chaque équipement contre les fluctuations de tension sur le réseau.

▪ *Extincteur*

Pour assurer la sécurité des lieux de chaque équipement, le fournisseur devra installer deux (02) extincteurs munis de manomètre, capables d'éteindre tout type de feu qui pourrait survenir dans les locaux.

7.8. Maintenance préventive et curative de l'équipement

Les personnels sur site, formés par le fournisseur assureront la maintenance préventive de chaque équipement.

Par ailleurs, le soumissionnaire proposera un contrat de maintenance préventive et curative pour une durée de deux (02) ans en dehors de la période de garantie.

7.9. Garantie des équipements

Chaque équipement devra être garanti pendant une durée d'au moins deux (02) ans à partir de la date de réception provisoire de l'équipement et de ses accessoires.

La garantie devra prendre en compte le remplacement des pièces défectueuses pour vices de construction ou de matière aussi rapidement que possible ainsi que les vices de forme de tout autre matériel accompagnant sa livraison.

8. SITE D'INSTALLATION

Chacun des neuf (09) équipements sera mis à disposition et installé sur le site identifié dans le chef-lieu de région de chaque PRES. Les neuf régions concernées sont : Abengourou, Bondoukou, Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo, Daloa, Man, Odienné et San Pedro.

9. SOLLICITATION : DEMANDE DE PRESTATION POUR CONTRAT

3.1 Le présent appel d'offres a pour objet d'inviter une ou plusieurs entreprises pour l'**ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays.**

L'objectif global de l'intervention vise à assurer l'amélioration du système de gestion des déchets dans les neuf (09) PRES de l'intérieur du pays.

3.2 L'UNICEF souhaite sélectionner une ou plusieurs entreprises pour les services décrits dans les Tdrs et les cadres de prix annexé au présent dossier d'appel d'offres. L'UNICEF ne sera tenu responsable d'aucun coût si aucun achat n'est effectué au titre de cette sollicitation.

3.3 Le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) comprend suivants :

- les TDR
- les annexes
- Le Cadre de Prix

3.4 Le présent Document d'Appel d'Offres est une invitation à soumissionner et ne doit pas être interprété comme une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, autre droit ou droit de restitution. Il n'existera aucun Contrat contraignant, y compris un Contrat de processus, un Accord ou un Arrangement, entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et rien dans le cadre du présent document d'appel d'offres ne pourra engager la responsabilité de l'UNICEF sauf et jusqu'à ce qu'un Contrat soit signé par l'UNICEF et le Soumissionnaire retenu.

PARTIE II – PROCESSUS DE SOUMISSION

2.1 OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION

L'UNICEF lance la présente consultation pour l'**ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays.**

La spécification est précisée dans les TDRs et les tableaux des prix. Ces caractéristiques devront être scrupuleusement respectées dans l'établissement des offres.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

2.2 CALENDRIER DE DEROULEMENT DU PROCESSUS

Le calendrier prévisionnel proposé pour le déroulement de la présente consultation est le suivant :

- Date limite de dépôt des offres : **Lundi 17 juillet 2023 à 12 H 00**
- Ouverture des offres techniques : **Mardi 18 juillet 2023**
- Ouverture des offres financières : **Vendredi 21 juillet 2023 au plus tard**

2.3 CORRECTION DE L'OFFRE

Toute demande de clarification relative à la présente consultation devra être soumise par écrit au plus tard le **vendredi 30 Juin 2023** et adressée par courrier électronique à ivcprocurement@unicef.org. Toute correspondance devra indiquer les références de l'avis d'appel d'offres. Seules les demandes écrites seront prises en compte.

Veillez noter que si la préoccupation est d'un intérêt commun, la réponse sera également partagée à tous les soumissionnaires.

Toute rature ou correction faite dans l'offre devra être expliquée et la signature de la personne autorisée devra figurer à côté. Toute modification de l'offre devra parvenir à l'UNICEF avant les dates et heure limites de dépôt des offres.

Les soumissionnaires devront clairement indiquer que la modification annule l'offre initiale ou alors préciser les changements intervenus par rapport à cette dernière. De même, les soumissionnaires pourront retirer leur offre en le demandant à l'UNICEF par écrit avant les dates et l'heure d'ouverture.

Il est demandé aux soumissionnaires de lire attentivement toutes les instructions et spécifications techniques qui leur sont fournies. Tout soumissionnaire qui ne respecterait pas cette clause en supportera les risques et désagréments.

2.4 PROCEDURE DE REPONSE

Les offres complètes seront soumises en français et devront être transmises à l'UNICEF, par e-mail à : ivcprocurement@unicef.org copie à isy@unicef.org au plus tard **le lundi 17 Juillet 2023**. L'offre financière **devra être protégée avec un mot de passe qui vous sera demandé lors de l'ouverture des offres financières, si votre proposition technique est validée.**

Toute offre présentée sous un autre format ne sera pas validée.

Les offres reçues avant les dates et heures limites seront gardées jusqu'au moment de l'ouverture des offres aux dates et heures prévues. L'UNICEF décline toute responsabilité en cas d'ouverture précoce d'une offre si l'objet du mail n'a pas été correctement spécifié ou si l'offre technique n'a pas été clairement identifiée comme prévu dans le présent DAO.

Tout retard de transmission est aux dépens du soumissionnaire.

Toute offre déposée/transmise à une adresse différente de celle mentionnée plus haut ou qui ne respecterait pas les clauses de confidentialités requises, ou reçue après les dates et heures limites de dépôt, **sera rejetée**.

Toute référence aux services proposés sera incluse dans l'offre technique de même que tous documents annexes y afférents.

2.5 REPONSE DES SOUMISSIONNAIRES

2.5.1 Modèle de soumission

Les soumissionnaires devront suivre les instructions relatives à l'identification des offres et ne mentionner aucun prix au niveau de l'offre technique.

2.5.2 Bordereaux des Prix Unitaires

L'offre financière sera faite sur le format du tableau des cadres de prix, et indiquer clairement le montant total en chiffres et en lettres. Les prix unitaires proposés seront en Hors taxes.

NB : Le prix ne devra pas être mentionné dans l'offre technique

CADRE DE PRIX POUR CHAQUE EQUIPEMENT ET SES ACCESSOIRES <i>References site : CHR ABENGOUROU</i>				
Ordre	Descriptions	Prix unitaire HT/HD (en chiffres)	Prix unitaire HT/HD (en lettres)	COUT TOTAL HT/HD
1	Coût de l'équipement (incinérateur ou banaliseuse)			
2	Coût des jeux de pièces de rechanges pour 1000 heures de fonctionnement			
3	Coût d'une boîte à outils			
4	Coût d'une balance électronique haute sensibilité			
5	Coût du lot de petits équipements pour la gestion des résidus, composé de :			
	01 pelle			
	02 brouettes			
	01 râteau			
	02 raclettes			
	04 conteneurs à roulettes			
6	Coût d'un stabilisateur de courant électrique			
7	Coût de deux (02) extincteurs à manomètre (indiquer les type et la masse de chacun)			
8	Coût de livraison de l'équipement et de montage sur le site			
9	Coût de raccordement de l'abri de l'équipement aux réseaux d'eau et électricité			
10	Coût d'un jeu d'équipement de protection individuelle composé de :			
	02 Combinaisons protection individuelle ;			
	02 Paire de lunette de protection ;			
	01 masque (demi-masque avec recharge de 12 filtres interchangeable) ;			
	02 Paires de gants anti-chaaleur ;			
	02 Paires de bottes.			
11	Coût de formation de quarante (40) personnes			
12	Coût forfaitaire de construction d'un abri de protection de l'équipement et d'un local de stockage provisoire des déchets			
13	Coût d'un contrat de maintenance (hors pièces de rechange) d'une durée de 2 ans			
			COUT TOTAL GENERAL	

Note : le soumissionnaire fournira les détails complémentaires au coût unitaire proposé en annexe au présent bordereau

2.5.3 Critères Obligatoires

Tous les critères obligatoires mentionnés dans le présent dossier d'appel d'offres devront être pris en compte dans l'offre des Soumissionnaires.

2.5.4 L'Offre Technique

L'offre technique comprend :

a) **un dossier administratif** composé de :

- Registre de commerce (**Obligatoire**)
- Attestation de paiement des impôts pour l'année 2022 (**Obligatoire**)
- Attestation de paiement des cotisations CNPS du dernier trimestre 2022 (**Obligatoire**)
- Les 2 derniers bilan financiers (**2021-2022**)
- Le numéro UNGM obtenu après inscription gratuite sur le site **www.ungm.org**

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

b) un dossier Technique constitué de :

- La présentation du dossier technique
- Les qualifications et compétences du personnel proposée,
- La liste des équipements et matériels avec preuves de possession,
- L'organisation et la méthodologie proposées pour l'exécution du projet (acquisition et installation des incinérateurs et banaliseurs)
- Le chronogramme détaillé des équipes et interventions ;
- Les références techniques ou Attestation de Bonne Exécution relatives aux travaux similaires accompagnées des copies des marchés exécutés (uniquement les pages de garde avec signatures). **(Eliminatoire)**

Seules les références techniques conformes à cette disposition seront acceptées.

Cette Section contient tous les facteurs que UNICEF utilisera pour évaluer une offre et déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux exigences de qualifications requises. En conformité selon la section Instructions aux Soumissionnaires du DAO, UNICEF n'utilisera pas d'autres critères que ceux indiqués. Le Soumissionnaire devra donc fournir tous les renseignements demandés en utilisant les formulaires de la Section VII, Formulaires de soumission du DAO.

2.5.5 L'Offre Financière

La proposition financière doit clairement indiquer les coûts unitaires, le montant de chaque lot, et le montant de l'offre.

Le cout total de l'offre est réputé comprendre tous les intrants nécessaires à la réalisation de l'activité. Les prix seront exprimés en Francs CFA, hors taxes et toutes taxes comprises

2.6 INFORMATION CONFIDENTIELLE

Toute information considérée comme propriété intellectuelle du soumissionnaire devra être marquée comme tel à côté du paragraphe s'y rapportant et l'UNICEF en tiendra compte.

PARTIE III – EVALUATION ET ADJUDICATION DES OFFRES

Processus d'Évaluation : L'évaluation est effectuée par l'UNICEF conformément aux règlements, règles et pratiques de l'UNICEF et toutes les décisions sont prises à la seule discrétion de l'UNICEF.

3.1 OUVERTURE ET EVALUATION DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera par les membres du comité interne de dépouillement comme indiqué au présent dossier.

Les offres jugées non recevables seront éliminées. Les offres qui ne seront pas conformes aux termes et conditions de la présente consultation, y compris celles contenant des informations incomplètes seront disqualifiées.

L'évaluation des offres se fera en trois (3) étapes :

a) Vérification de la conformité des pièces administratives

Pour la recevabilité de l'offre ;

b) Evaluation de l'offre technique :

L'analyse de la méthodologie proposée, les références techniques des soumissionnaires, les Attestations de Bonne fin d'Exécution (ABE) et les qualifications et expériences du personnel proposé pour la réalisation de la prestation ainsi que la liste et justificatif des équipements & matériels en possession et disponibles ;

*Pour que la proposition soit considérée comme techniquement qualifiée, le soumissionnaire devra atteindre un **score minimum de 70 points sur 100**. Les propositions qui ne répondent pas à cette note minimale ne seront pas prises en considération pour la suite du processus.*

b) un dossier Technique constitué de :

- La présentation du dossier technique
- Les qualifications et compétences du personnel proposée,
- La liste des équipements et matériels avec preuves de possession,
- L'organisation et la méthodologie proposées pour l'exécution du projet (acquisition et installation des incinérateurs et banaliseurs)
- Le chronogramme détaillé des équipes et interventions ;
- Les références techniques ou ABE relatives aux travaux similaires accompagnées des copies des marchés exécutés (uniquement les pages de garde avec signatures). **(Eliminatoire)**
Seules les références techniques conformes à cette disposition seront acceptées.

Grille d'évaluation

Rubriques	Points	Descriptions	
Présentation du dossier	05	Présentation du dossier notée sur 05 points. Les 05 points sont obtenus selon les détails suivants :	
		• Sommaire :	01 point
		• Pagination :	01 point
		• Page de garde :	01 point
		• Clarté et lisibilité :	02 points
Qualifications et compétence du Personnel d'encadrement	15	Personnel d'encadrement est notée sur 15 points. Les 20 points sont attribués de la manière suivante : (Copie Diplômes certifiés et expériences professionnelles) :	
		• 01 Chef de Projets, Ingénieur	10 points <i>Un minimum de 5 ans d'expérience. 2 points pour 5 ans, puis 2 pt/année supplémentaire jusqu'à un max de 20 points</i>
		• 01 Conducteur des Travaux, Technicien Supérieur	05 points <i>Un minimum de 5 ans d'expérience. 1 point pour 5 ans, puis 1 pt/année supplémentaire jusqu'à un max de 20 points</i>
Qualifications et compétence du Personnel des Formations	20	Le personnel formation noté sur 20 points. Les 25 points sont obtenus si du personnel de formation est disponible pour chaque corps avec copie CV et diplômes certifiés	
		• 01 Chef Technicien Supérieur de formation	15 points <i>Un minimum de 2 ans d'expérience, 1 pt par année d'expérience, puis 1 point supplémentaire jusqu'à un maximum de 20 points</i>
		• 01 Chef d'équipe de supervision de formation	05 points <i>Un minimum de 2 ans d'expérience, 1 pt par année d'expérience, puis 1 point supplémentaire jusqu'à un maximum de 05 points</i>
Planning d'exécution Organisation et méthodologie pour l'exécution du projet Acquisition et installation des incinérateurs et banaliseur	35	Planning d'exécution noté sur 35. Les points sont obtenus si pour chaque site, le planning fourni est cohérent et conforme à la méthodologie :	
		• Chronogramme détaillé des équipes et interventions	30 points <i>Précision de l'échéancier d'exécution et les différentes étapes</i>
		• Plan de répartition des équipes	05 points
Références techniques	25	Références techniques sont notées sur 25. Seules les références complètes des travaux similaires réalisés au cours des trois dernières années sont prises en compte. Les Attestations de Bonne Exécution (ABE) accompagnées des copies de la page de garde et de la page de signatures des marchés ou des bons de commande devront comporter uniquement les pages de garde avec signatures. Seules les références techniques conformes à cette disposition seront acceptées.	
Total Note Technique	100	La Note Technique minimale requise est de 70 points	

NOTA BENE :

1-La Note minimale requise pour l'Offre Technique est de **70 points**

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

2-Seules les offres qualifiées à l'issue de l'analyse technique feront l'objet d'évaluation financière

c) Evaluation de l'offre financière :

Seules les offres financières des soumissionnaires qualifiés au niveau de l'évaluation technique seront analysées.

La suite de l'évaluation des offres se déroulera comme suit :

1. Les autres offres financières reçoivent une note déterminée par la formule suivante :
2. **OFI** représente le montant de l'offre financière le moins disant ;
3. **OF** représente le montant de l'offre financière concernée ;
4. La note financière **Ni** est déterminée comme suit : $Ni = 30 \times \frac{OFI}{OF}$

UNICEF attribuera le marché au soumissionnaire qui aura la meilleure note combinée (note technique + note financière).

3.2 ADJUDICATION

L'UNICEF fera une adjudication par lot et par site aux soumissionnaires ayant les offres les mieux disant (meilleure note combinée).

Un comité interne procédera à l'évaluation des offres et les conclusions de ce comité seront revues par le Comité de Revue des Contrats de l'UNICEF.

3.3 DROITS DE L'UNICEF

3.4.1 L'UNICEF se réserve les droits suivants :

- (a) Accepter une offre, en totalité ou en partie ; rejeter une ou toutes les offres ; ou d'annuler ce processus de consultation dans son intégralité ;
- (b) Vérifier toute information contenue dans la réponse du Soumissionnaire (et le Soumissionnaire fournira à l'UNICEF sa coopération raisonnable pour cette vérification)
- (c) Invalider toute offre émanant d'un Soumissionnaire qui, de l'avis unique de l'UNICEF, n'avait pas réussi à exécuter de manière satisfaisante ou à exécuter les contrats ou les bons de commande à temps ;
- (d) Invalider toute Offre qui, de l'avis unique de l'UNICEF, ne satisferait pas aux exigences et aux instructions énoncées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ;
- e) Prendre contact avec les clients cités comme références par le soumissionnaire ;
- f) Réclamer des données supplémentaires aux soumissionnaires ;

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

g) Organiser des interviews avec les soumissionnaires ;

3.4.2 L'UNICEF n'est pas responsable vis-à-vis du soumissionnaire des coûts, dépenses ou pertes encourus ou subis par lui dans le cadre du présent processus de demande de soumissions ou de ce Dossier d'Appel d'Offres, y compris, mais sans s'y limiter, les coûts, dépenses ou pertes encourus du fait que l'UNICEF exerce ses droits au paragraphe 3.4 ci-dessus.

4. PROPRIETE DE L'UNICEF

La présente consultation de même que les réponses que l'UNICEF recevra seront considérées comme étant la propriété de l'UNICEF et les offres reçues ne seront pas retournées aux soumissionnaires. Les soumissionnaires ayant pris connaissance de cette disposition s'y soumettent et acceptent la décision de l'UNICEF à l'issue de l'évaluation des offres reçues dans le cadre de la consultation.

5. VALIDITE DES OFFRES

Les offres devront être valables pour une durée de 90 (quatre-vingts dix) jours après leur ouverture et devront être signées par les soumissionnaires invités dans le cadre de la présente consultation. Pour les soumissions provenant d'institutions, l'offre devra être signée par un représentant autorisé de ladite institution. Les soumissionnaires sont priés d'indiquer la période de validité de leur offre dans le cadre prévu à cet effet. L'UNICEF peut également demander l'extension de la période de validité des offres.

6. TERMES ET CONDITIONS DE CONTRAT

Les termes et conditions générales de contrat de l'UNICEF sont joints au présent avis et serviront de base à toute commande ou contrat résultant de la présente consultation.

7. DROITS D'UTILISATION ET DE VENTE

Les soumissionnaires confirment qu'ils ne passeront aucun accord susceptible de priver l'UNICEF ou le Gouvernement de Cote d'Ivoire d'utiliser, de vendre ou de disposer des articles à acquérir dans le cadre d'un contrat issu de la présente consultation.

8. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués sur la base d'un contrat ou bon de commande et après la validation des services faits par l'UNICEF.

9. PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux, des pénalités seront décomptées sur la base de **1/1000^{ème}** du montant du marché, diminué des montants correspondant à des forages réceptionnés, par jour calendaire de retard. Le résultat obtenu étant arrondi au franc inférieur.

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

Cette pénalité interviendra de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du retard.

Le montant maximum des pénalités est de **10%** du montant du marché et de ses avenants éventuels.

ANNEXES

Le dossier ci-après est présenté avec des annexes et des Termes de Référence :

- ❖ Annexe 1 : **Termes De Reference,**
- ❖ Annexe 2 : **Cadre de prix et spécifications techniques,**

UNICEF CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS (SERVICES)

1. DEFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes conditions générales (services) : a) « Code de désactivation » Tout virus, trappe, minuterie ou autre routine limite, instruction ou conception, ou tout autre code malveillant, illicite ou similaire non requis susceptible de provoquer (de façon volontaire ou involontaire) la perturbation, la désactivation, l'endommagement ou le contournement des contrôles de sécurité, ou d'entraver d'une manière ou d'une autre l'exploitation ou l'exécution normale de i) tout logiciel ou service, ou ii) de tout système ou réseau d'information de l'UNICEF. b) « Contrat » Le contrat de services dont font partie les présentes conditions générales (services). Sont compris les contrats de services conclus par l'UNICEF, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord à long terme ou contrat similaire. c) « Données de l'UNICEF » Toutes les informations ou données, à caractère numérique ou traitées ou détenues sous cette forme qui a) sont fournies au Fournisseur par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux, ou pour leur compte, conformément au Contrat ou à travers l'utilisation par l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux des Services ou en relation avec les Services, ou b) qui sont recueillies par le Fournisseur dans le cadre de l'exécution du Contrat. d) « Fournisseur » Le fournisseur nommé dans le Contrat. e) « Gouvernement hôte » Tout gouvernement avec lequel l'UNICEF a mis sur pied un programme de coopération au développement ; est visé le gouvernement de tout pays dans lequel l'UNICEF fournit une aide humanitaire. f) « Honoraires » S'entend au sens du paragraphe 3.1. g) « Incident de sécurité » S'agissant de tout système d'information, service ou réseau utilisé dans la fourniture des Services ou des Prestations attendues, un ou plusieurs événements a) qui indiquent que la sécurité du système d'information, service ou réseau aurait été violée ou compromise et b) qu'une telle violation ou compromission pourrait fort probablement nuire à la sécurité des Informations confidentielles de l'UNICEF, en affaiblir ou entraver les opérations. Un Incident de sécurité comprend tout accès non autorisé aux Données de l'UNICEF, leur divulgation, utilisation ou acquisition, réel(le) ou raisonnablement présumé(e) ou la

RFP N° IVC-SUP-AO-2023_019/IS-ao : ACQUISITION ET INSTALLATION D'INCINERATEURS ET DE BANALISEUR afin d'améliorer le système de gestion des déchets dans les neuf (09) Pôles Régionaux d'Excellence Sanitaires (PRES) de l'intérieur du pays

menace de tels actes, qui compromettent leur sécurité, confidentialité ou intégrité ou la capacité de l'UNICEF ou des Utilisateurs finaux d'y accéder. h) « Informations confidentielles » Les informations ou données qui sont désignées comme telles au moment où elles sont échangées entre les Parties ou qui sont rapidement reconnues comme telles par écrit lorsqu'elles sont fournies sous forme immatérielle ou communiquées oralement ; sont comprises les informations dont la nature confidentielle ou exclusive ressort clairement de leur nature, de leur qualité ou de leurs caractéristiques intrinsèques. i) « Parties » Le Fournisseur et l'UNICEF collectivement ; la forme singulière désignant l'un ou l'autre individuellement. j) « Personnel » S'agissant du Fournisseur, ses responsables, employés, agents, sous-traitants individuels et autres représentants. k) « Personnel essentiel » S'agissant du Fournisseur : i) les membres du Personnel désignés dans l'offre en tant que personnes clés (au minimum, les partenaires, les gestionnaires, les auditeurs hors classe) appelés à participer à l'exécution du Contrat; ii) les membres du Personnel dont les curriculum vitae figurent dans la réponse à l'appel d'offres; iii) les personnes désignées comme membres du Personnel essentiel d'un commun accord entre le Fournisseur et l'UNICEF au cours de négociations. l) « Prestations attendues » Le produit du travail et autres résultats que le Fournisseur doit fournir dans le cadre des Services, conformément aux dispositions applicables du Contrat. m) « Services » Les services désignés dans les dispositions à cet effet du Contrat. n) « Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF » Le site Web de l'UNICEF accessible au public à l'adresse : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html compte tenu de ses mises à jour successives. o) « Société affiliée » En ce qui concerne le Fournisseur, toute personne morale qui lui est affiliée ou associée, y compris toute société mère, filiale et autre entité dans laquelle il détient une participation importante. p) « Utilisateur final » Lorsque les Services ou les Prestations attendues nécessitent l'utilisation de tout système d'information, tous les employés, consultants et autres membres du personnel de l'UNICEF et tous les autres utilisateurs externes collaborant avec celui-ci et qui sont autorisés, au cas par cas, par l'UNICEF à accéder aux Services et aux Prestations attendues et à les utiliser.

1.2 Les présentes conditions générales (services), le règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption, le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants, le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et la Politique de l'UNICEF en matière de divulgation de l'information mentionnés dans le Contrat, de même que les autres politiques applicables au Fournisseur, sont consultables publiquement sur le Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare avoir pris connaissance de toutes ces politiques et de tous ces règlements à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

2. FOURNITURE DES SERVICES ET DES PRESTATIONS ATTENDUES ; PERSONNEL DU FOURNISSEUR ; SOUS-TRAITANTS

Fourniture des Services et Prestations attendues

2.1 Le Fournisseur fournit les Services et les Prestations attendues conformément à l'objet du marché prévu dans le Contrat, y compris dans le respect des délais et à la satisfaction de l'UNICEF. Sauf disposition expresse du Contrat, il s'engage à fournir, à ses frais exclusifs, tout le personnel, l'équipement, le matériel et les fournitures nécessaires et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution totale des Services et des Prestations attendues conformément aux dispositions du Contrat.

2.2 Le Fournisseur admet que, sauf stipulation expresse du Contrat, l'UNICEF n'a aucune obligation de lui

fournir une quelconque assistance et ne garantit en aucun cas la disponibilité d'installations, d'équipement, de matériel, de systèmes ou de licences qui pourraient lui être utiles dans l'exécution de ses obligations découlant du Contrat. Si l'UNICEF lui accorde l'accès et l'utilisation de ses locaux, installations ou systèmes (sur site ou à distance) pour l'exécution du Contrat, le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que son Personnel ou ses sous-traitants, en tout temps : a) utilisent cet accès exclusivement dans le but spécifique pour lequel il a été accordé; b) respectent les règles, instructions et consignes de sécurité de l'UNICEF régissant l'accès et l'utilisation, y compris les politiques de sécurité de l'information de l'UNICEF. Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour que seuls les membres de son Personnel autorisés par lui et approuvés par l'UNICEF aient accès aux locaux, installations ou systèmes de celui-ci.

2.3 Le Fournisseur fait tout en son pouvoir pour répondre aux éventuelles demandes raisonnables de modification de l'objet du marché de Services ou des délais de fourniture des Services ou des Prestations attendues. En cas de demande de modification importante touchant l'objet du marché ou le délai de livraison, l'UNICEF négocie avec le Fournisseur toute modification au Contrat jugée nécessaire, notamment quant aux Honoraires et aux modalités de temps. Les modifications ainsi convenues ne prennent effet qu'une fois qu'elles ont été constatées sous la forme d'un avenant écrit signé par l'UNICEF et le Fournisseur. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur ces modifications dans un délai de trente (30) jours, il est loisible à l'UNICEF de résilier le Contrat sans pénalité, nonobstant toute autre disposition de celui-ci.

2.4 Le Fournisseur ne demande ni n'accepte d'instructions que de l'UNICEF (ou d'entités autorisées par ce dernier à lui donner des instructions) relativement à la fourniture des Services ou à la conception et à la fourniture des Prestations attendues.

2.5 L'UNICEF conserve la propriété de tout matériel et toutes fournitures qu'il met à la disposition du Fournisseur. À l'expiration du Contrat ou lorsqu'il n'a plus besoin de ce matériel ou de ces fournitures, le Fournisseur les restitue à l'UNICEF dans l'état où ils lui ont été remis, sauf usure normale. Le Fournisseur indemnise l'UNICEF de toute perte, détérioration ou dégradation du matériel ou des fournitures autre que celle résultant de l'usure normale.

Services non conformes et conséquences des retards

2.6 S'il estime ne pas être en mesure de fournir les Services ou les Prestations attendues à la date prévue au Contrat, le Fournisseur : i) consulte immédiatement l'UNICEF en vue de convenir des moyens permettant la fourniture la plus rapide des Services et des Prestations attendues; ii) prend les mesures nécessaires pour accélérer la fourniture des Services et des Prestations attendues, à ses frais exclusifs (sauf si le retard résulte d'un cas de force majeure au sens du paragraphe 6.8 ci-dessous), sur demande raisonnable de l'UNICEF.

2.7 Le Fournisseur reconnaît que l'UNICEF peut contrôler ses prestations au titre du Contrat et peut en tout temps évaluer la qualité des Services et des Prestations en vue d'en déterminer la conformité avec les dispositions du Contrat. Le Fournisseur s'engage à coopérer pleinement aux mesures de contrôle et d'évaluation de ses prestations, sans frais ou dépenses supplémentaires pour l'UNICEF, et à fournir toutes informations utiles en réponse aux demandes raisonnables de l'UNICEF, y compris la date de réception du Contrat, l'état d'avancement détaillé, les frais à facturer et les paiements effectués par l'UNICEF ou en suspens. Le Fournisseur n'est pas dégagé de ses obligations contractuelles de garantie et autres, qu'une évaluation des Services ou Prestations attendues soit ou non effectuée.

2.8 En cas de non-conformité aux exigences du Contrat ou de fourniture tardive ou partielle des Services ou Prestations, l'UNICEF peut, sans préjudice de toute autre voie de droit, à son choix : a) Exiger, par

notification écrite, que le Fournisseur remédie, à ses propres frais, à l'inadéquation de ses prestations, y compris tout défaut dans les Prestations attendues, à sa satisfaction dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la notification (ou dans un délai plus court qu'il se réserve le droit de déterminer dans sa notification) ; b) Exiger du Fournisseur le remboursement de tous les paiements (le cas échéant) effectués par lui et correspondant aux prestations non conformes ou incomplètes ; c) Se procurer tout ou partie des Services et des Prestations attendues auprès d'autres sources, et exiger du Fournisseur qu'il lui rembourse tout coût supplémentaire supérieur au solde des Honoraires dus pour ces Services et Prestations ; d) Notifier par écrit son intention de résilier le Contrat pour manquement, conformément au paragraphe 6.1 ci-dessous, si le Fournisseur ne remédie pas au manquement durant la période de mise en demeure prévue au paragraphe précité ou si le manquement ne peut pas être corrigé ; e) Exiger du Fournisseur le paiement de dommages-intérêts libératoires dans les formes prévues par le Contrat. 2.9 Conformément aux dispositions du paragraphe 11.5 ci-dessous, le Fournisseur reconnaît expressément que l'acceptation par l'UNICEF des Services ou Prestations qui lui ont été fournis en retard ou qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences du Contrat n'emporte en aucun cas de sa part renonciation aux droits découlant de la fourniture de prestations tardives ou non conformes. Personnel et sous-traitants du Fournisseur 2.10 Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard du Personnel du Fournisseur : a) Les dispositions de l'article 7 (Normes déontologiques) s'appliquent au Personnel du Fournisseur, comme il y est indiqué expressément. b) Le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier les travaux prévus au Contrat à des professionnels qualifiés, fiables et compétents qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de conduite morale et éthique. c) Les qualifications du Personnel que le Fournisseur pourrait désigner ou proposer pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat sont essentiellement identiques ou supérieures à celles du personnel initialement proposé. d) À tout moment pendant la durée du Contrat, l'UNICEF peut demander par écrit au Fournisseur de remplacer un ou plusieurs des membres du Personnel affectés. L'UNICEF n'est pas tenu d'expliquer ou de motiver une telle demande. Dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande de remplacement, le Fournisseur remplace le Personnel en question par un Personnel acceptable pour l'UNICEF. Cette disposition s'applique également au Personnel du Fournisseur qui exerce des fonctions du type « gestionnaire de comptes » ou « directeur de clientèle ». e) Si, pour quelque raison que ce soit, un ou plusieurs membres du Personnel essentiel du Fournisseur sont empêchés de travailler dans le cadre du Contrat, le Fournisseur : i) adresse à l'autorité adjudicatrice de l'UNICEF un préavis d'au moins quatorze (14) jours ; ii) obtient l'approbation de l'autorité adjudicatrice avant de remplacer tout membre du Personnel essentiel. Le Fournisseur joint au préavis adressé à l'autorité adjudicatrice un exposé des circonstances justifiant tout remplacement proposé, motive le choix du Personnel de remplacement et en fournit les qualifications suffisamment en détail pour permettre l'évaluation de l'impact sur la mission. f) L'approbation par l'UNICEF de tout membre du Personnel affecté par le Fournisseur (y compris le Personnel de remplacement) ne dégage en aucun cas ce dernier de ses obligations au titre du Contrat. Les membres du Personnel du Fournisseur, y compris ceux de ses différents soustraitants, ne peuvent en aucun cas être assimilés à des fonctionnaires ou à des agents de l'UNICEF. g) Toutes les dépenses liées au

retrait ou au remplacement d'un ou plusieurs membres du Personnel du Fournisseur sont, dans tous les cas, à la charge exclusive de celui-ci. 2.11 Le Fournisseur obtient par écrit l'approbation et l'autorisation préalables de l'UNICEF pour tous les sous-traitants institutionnels dont il souhaite s'attacher les services dans le cadre du Contrat. L'approbation d'un sous-traitant par l'UNICEF ne dégage pas le Fournisseur de ses obligations découlant du Contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance sont subordonnées à celles du Contrat et interprétées à tous égards en conformité avec celles-ci. 2.12 Le Fournisseur confirme avoir lu le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants. Il s'engage à faire en sorte que son Personnel comprenne les exigences de notification applicables, ainsi qu'à établir et à appliquer les mesures voulues pour veiller au respect de ces exigences. En outre, il coopère avec l'UNICEF à la mise en œuvre de ce règlement. 2.13 Le Fournisseur assume l'entière responsabilité de tous les Services fournis par les membres de son Personnel et ses sous-traitants et de leur conformité avec les stipulations et conditions du Contrat. 2.14 Le Fournisseur respecte toutes les normes internationales et les lois, règles et règlements nationaux en vigueur en matière de travail relatifs à l'emploi de personnel national et international dans le cadre des Services, y compris les lois, règles et règlements relatifs au paiement des parts de l'employeur de l'impôt sur le revenu, de l'assurance, de la sécurité sociale, de l'assurance maladie, de l'indemnisation des accidents du travail, de la caisse de retraite, des indemnités de départ ou d'autres paiements similaires. Sans préjudice de la portée des dispositions du présent article ou de l'article 4, le Fournisseur assume l'entière responsabilité, à la décharge de l'UNICEF : a) de tous les paiements dus à son Personnel et à ses sous-traitants pour leurs services dans le cadre de l'exécution du Contrat ; b) de toute action, omission, négligence ou faute de sa part ou de celle de son Personnel ou de ses sous-traitants; c) de toute couverture d'assurance pouvant être nécessaire ou souhaitable pour l'exécution du Contrat; d) de la sécurité de son Personnel et de celui de ses sous-traitants; e) des frais, dépenses ou réclamations associés à toute maladie, blessure, décès ou invalidité de membres de son Personnel ou de celui de ses sous-traitants, l'UNICEF n'assumant aucune responsabilité à l'égard des situations visées au présent paragraphe. 3. HONORAIRES ; FACTURATION ; EXONERATION FISCALE ; MODALITES DE PAIEMENT 3.1 Les honoraires pour les Services correspondent au montant dans la devise précisée dans la clause à cet effet du Contrat (« Honoraires ») ; sauf stipulation expresse de celle-ci à l'effet contraire, ce montant est libellé en dollars des États-Unis. Sauf stipulation expresse contraire du Contrat, les Honoraires comprennent tous les frais, dépenses, droits ou charges que le Fournisseur peut devoir acquitter dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; sans préjudice ni limitation des dispositions du paragraphe 3.3 ci-dessous, tous les droits et autres impôts perçus par quelque autorité ou entité doivent toutefois être indiqués séparément. Il reste entendu et convenu que le Fournisseur s'interdit de demander la révision des Honoraires après la fourniture des Services ou des Prestations attendues et que les Honoraires ne peuvent être modifiés que par accord écrit conclu entre les Parties préalablement à la fourniture des Services ou des Prestations attendues. L'UNICEF n'accepte pas de revoir les Honoraires sur la base de modifications ou d'interprétations de l'objet du marché dont l'initiative vient du Fournisseur. L'UNICEF n'est pas tenu de payer pour une tâche accomplie ou un matériel fourni par le Fournisseur qui ne relève pas de l'objet du marché ou qui n'a pas été préalablement autorisé par l'UNICEF. 3.2 Le Fournisseur ne présente de facture à l'UNICEF qu'après avoir fourni les Services (ou des composantes des Services) et les

Prestations attendues (ou des éléments des Prestations attendues) conformément au Contrat et à la satisfaction de l'UNICEF. Il remet : a) une (1) facture pour le paiement recherché, dans la devise prévue au Contrat et en anglais, avec mention du numéro de référence figurant sur la page de couverture du Contrat; b) une description claire et spécifique des Services et des Prestations fournis, ainsi que les pièces justificatives pour les dépenses à rembourser, le cas échéant, suffisamment détaillées pour permettre à l'UNICEF de vérifier les montants portés sur la facture. 3.3 Le Fournisseur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures toute somme correspondant aux impôts directs (à l'exclusion des charges liées aux services publics), aux droits de douane et aux autres charges similaires à l'égard des articles importés ou exportés pour l'usage de l'UNICEF, conformément à l'exonération prévue à la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946. En cas de refus par les autorités nationales d'appliquer cette exonération, le Fournisseur consulte immédiatement l'UNICEF en vue d'arrêter une façon de procéder acceptable pour les deux Parties. Il apporte sa pleine coopération à l'UNICEF pour l'aider à obtenir l'exonération ou le remboursement des impôts sur la valeur ajoutée et autres impôts similaires. 3.4 L'UNICEF informe le Fournisseur de toute contestation ou incohérence dans le contenu ou la forme de toute facture. Lorsque la contestation ne porte que sur une partie de la facture, l'UNICEF verse au Fournisseur le montant de la partie non contestée conformément au paragraphe 3.5 ci-dessous. L'UNICEF et le Fournisseur se concertent de bonne foi pour résoudre rapidement toute contestation relative à une facture. Une fois la contestation résolue, les montants dont la facturation n'était pas conforme au Contrat sont déduits des factures où ils figurent et l'UNICEF paie les éléments restants conformément au paragraphe 3.5 dans un délai de trente (30) jours à compter de la résolution définitive de la contestation. 3.5 L'UNICEF règle le montant non contesté de la facture du Fournisseur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de celle-ci et des pièces justificatives requises, conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus. Le montant payé tient compte de toute remise figurant dans les conditions de paiement prévues au Contrat. Le Fournisseur n'a droit à aucun intérêt en cas de paiement tardif ou sur quelque somme due au titre du Contrat, et aucun intérêt ne court sur les sommes retenues par l'UNICEF en cas de contestation. Le paiement ne dégage pas le Fournisseur des obligations que lui impose le Contrat et n'emporte ni acceptation par l'UNICEF des prestations du Fournisseur ni renonciation de sa part aux droits y afférents. 3.6 Sur chaque facture, le Fournisseur fait porter les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF lors de son enregistrement. Tous les paiements dus au Fournisseur au titre du Contrat sont effectués par virement électronique sur son compte bancaire. Il incombe au Fournisseur de s'assurer que les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF sont à jour et exactes et de communiquer tout changement par écrit à celui-ci, accompagné de pièces justificatives considérées satisfaisantes par lui. 3.7 Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'UNICEF est en droit de retenir le paiement de toute facture s'il estime que ses prestations ne sont pas conformes aux conditions du Contrat ou que les pièces justificatives fournies à l'appui de la facture sont insuffisantes. 3.8 L'UNICEF est en droit de déduire de toute somme due et exigible au titre du Contrat toute créance, dette ou autre réclamation (y compris tout trop-perçu) que le Fournisseur lui doit au titre du Contrat ou de tout autre contrat ou accord conclu entre les Parties. L'UNICEF n'est pas tenu de donner préavis au Fournisseur avant d'exercer ce droit de compensation (le Fournisseur renonçant à un tel préavis). L'UNICEF notifie dans les plus brefs délais au Fournisseur son intention

d'exercer ce droit et lui en explique les motifs, l'absence de notification étant toutefois sans effet sur la validité de la compensation. 3.9 Chacune des factures réglées par l'UNICEF peut faire l'objet d'un audit de la part des auditeurs externes et internes de l'UNICEF ou d'autres agents agréés de l'UNICEF, en tout temps pendant la durée du Contrat et la période de trois (3) ans qui suit son expiration. L'UNICEF a droit au remboursement par le Fournisseur des sommes dont le paiement a, à l'issue de tels audits, été jugé non conforme au Contrat, indépendamment des raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits (y compris les actions ou omissions des fonctionnaires et autres membres du personnel de l'UNICEF).

4. DECLARATIONS ET GARANTIES ; INDEMNISATION ; ASSURANCE Déclarations et garanties

4.1 Le Fournisseur déclare et garantit que, à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée :

- a) il a toute la capacité et tous les pouvoirs nécessaires pour y être partie et s'acquitter des obligations qui en découlent et que le Contrat est licite, valide et contraignant, et lui est opposable dans les conditions qui y sont stipulées;
- b) toutes les informations qu'il a précédemment fournies ou qu'il fournit à l'UNICEF pendant la durée du Contrat, qu'elles le concernent ou qu'elles concernent les Services et les Prestations attendues sont exactes, correctes, précises et véridiques;
- c) il est solvable et en mesure de fournir les Services à l'UNICEF conformément aux conditions du Contrat;
- d) il détient et s'engage à conserver, tout au long de la durée du Contrat, tous les droits, permis, licences, pouvoirs et ressources nécessaires, selon le cas, pour fournir les Services et les Prestations attendues à la satisfaction de l'UNICEF et pour s'acquitter de ses obligations découlant du Contrat;
- e) le travail réalisé est et sera propre au Fournisseur et ne porte atteinte à aucun droit d'auteur, marque déposée, brevet ou autre droit de propriété de tiers;
- f) sauf stipulation expresse du Contrat, il n'a conclu et s'engage à ne conclure aucun accord ou arrangement susceptible de restreindre ou de limiter le droit de quiconque d'utiliser, de vendre ou de céder les Prestations attendues ou autres travaux résultant des Services ou d'en disposer autrement. Le Fournisseur s'engage à remplir ses engagements dans le respect des intérêts de l'UNICEF et à s'abstenir de toute action pouvant porter préjudice à celui-ci ou à l'Organisation des Nations Unies.

4.2 Le Fournisseur déclare et garantit qu'à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée, lui et son Personnel et ses soustraitants exécuteront le Contrat et fourniront les Services et les Prestations attendues

- a) de manière professionnelle et selon les règles de l'art;
- b) avec la diligence raisonnable et les compétences et conformément aux normes professionnelles les plus élevées attendues de professionnels offrant les mêmes services ou des services substantiellement similaires dans un secteur d'activité similaire;
- c) avec une priorité égale à celle accordée aux mêmes services ou à des services similaires pour d'autres clients du Fournisseur;
- d) conformément à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements relatifs à l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat et à la fourniture des Services et des Prestations attendues.

4.3 Les déclarations et les garanties prévues aux paragraphes 4.1 et 4.2 sont stipulées au profit :

- a) de chaque entité (le cas échéant) apportant une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues ;
- b) de chaque gouvernement ou autre entité (le cas échéant) qui bénéficie directement des Services et des Prestations attendues.

Indemnisation

4.4 Le Fournisseur s'engage à indemniser, à garantir, à exonérer et à défendre, à ses frais, l'UNICEF et ses responsables, fonctionnaires, consultants et agents, ainsi que toute entité qui apporte une contribution financière directe à l'obtention, par l'UNICEF, des Services et des Prestations attendues et chaque gouvernement ou autre entité qui bénéficie directement des Services et des

Prestations attendues, à l'égard de toute poursuite, réclamation, revendication, perte ou action en responsabilité de toute nature, y compris les frais et dépens afférents, de la part de tiers et découlant d'actes ou d'omissions imputables à lui-même, à son Personnel ou à ses sous-traitants dans l'exécution du Contrat. Sont notamment visées : a) toute réclamation ou action en responsabilité en matière d'indemnisation des accidents du travail; b) la responsabilité du fait des produits; c) toute action ou réclamation liée à la contrefaçon présumée d'un droit d'auteur ou d'autres droits ou licences de propriété intellectuelle, brevets, dessins, noms commerciaux ou marques de commerce se rapportant aux Prestations attendues, ou à toute autre forme de responsabilité découlant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, d'œuvres protégées ou d'autres droits de propriété intellectuelle fournis à l'UNICEF sous licence ou autrement, dans le cadre du Contrat, ou utilisés par le Fournisseur, son Personnel ou ses sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

4.5 L'UNICEF informe le Fournisseur au sujet de telles poursuites, réclamations, revendications, pertes ou actions en responsabilité dans un délai raisonnable après en avoir pris connaissance. Le Fournisseur assume l'entière direction de tout règlement, défense ou transaction dans le cadre de toute poursuite, procédure, réclamation ou demande, sauf en ce qui concerne la revendication ou la protection des privilèges et immunités de l'UNICEF ou toute autre question s'y rapportant (notamment en ce qui concerne les relations de ce dernier avec les Gouvernements hôtes), lesquelles, s'agissant des rapports entre les Parties, relèvent exclusivement de l'UNICEF (ou des entités publiques concernées). Ce dernier est en droit de se faire représenter à ses frais par un conseil indépendant de son choix dans le cadre de telles poursuites, procédures, réclamations ou demandes.

Assurance 4.6 Le Fournisseur se conforme aux exigences suivantes en matière d'assurance : a) Il souscrit et maintient en vigueur, auprès d'assureurs réputés et avec une couverture suffisante, une assurance contre tous les risques qu'il pourrait encourir au titre du Contrat (y compris le risque de réclamations liées à ses prestations au titre du Contrat ou en découlant), notamment : i) Une assurance tous risques sur ses biens et le matériel utilisé pour l'exécution du Contrat ; ii) Une assurance responsabilité civile générale contre tous risques liés au Contrat et les réclamations qui pourraient en découler, assortie d'une couverture suffisante pour couvrir toutes réclamations découlant des prestations du Fournisseur ou s'y rapportant ; iii) Une assurance suffisante en matière d'indemnisation des salariés et de responsabilité civile de l'employeur ou l'équivalent à l'égard de son Personnel et de ses sous-traitants, pour couvrir toute réclamation au titre du décès ou du préjudice corporel ou matériel découlant de l'exécution du Contrat ; iv) Toute autre assurance dont pourront convenir par écrit l'UNICEF et le Fournisseur ; b) Le Fournisseur maintient la couverture d'assurance visée à l'alinéa a) du présent paragraphe pendant la durée du Contrat et la période s'étendant, après la cessation d'effet du Contrat, jusqu'à la prescription de toute réclamation visée par l'assurance. c) Le Fournisseur prend en charge le montant de toute franchise ou retenue prévue par la police d'assurance. d) Sauf en ce qui concerne l'assurance visée au point iii) de l'alinéa a) ci-dessus, toute police d'assurance souscrite par le Fournisseur au titre du présent paragraphe : i) désigne l'UNICEF comme assuré supplémentaire ; ii) prévoit la renonciation de l'assureur à tout droit de subrogation contre l'UNICEF ; iii) stipule que l'assureur adresse à ce dernier un préavis écrit de trente (30) jours avant toute annulation ou modification de la couverture. e) Le Fournisseur remet sur demande à l'UNICEF des preuves satisfaisantes de la souscription des assurances prévues au présent paragraphe. f) Le respect des exigences du Contrat en matière d'assurance ne limite

en aucun cas la responsabilité du Fournisseur, que ce soit au titre du Contrat ou autrement.

Responsabilité 4.7 Le Fournisseur indemnise sans délai l'UNICEF en cas de perte, de destruction ou d'endommagement des biens de celui-ci par son Personnel ou l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat.

5. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU AUTRE ; PROTECTION DES DONNEES ; CONFIDENTIALITE

Droits de propriété intellectuelle ou autre 5.1 Sauf stipulation expresse à l'effet contraire du Contrat : a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, sont dévolus à l'UNICEF tous les droits de propriété intellectuelle ou autres, notamment les brevets, les droits d'auteur et les marques déposées, afférents aux produits, procédés, inventions, idées, savoir-faire, documents, données et autres articles (« Éléments protégés ») : i) que le Fournisseur conçoit pour l'UNICEF dans le cadre du Contrat et qui se rapportent directement à l'exécution de celui-ci ou ii) qui sont produits, préparés ou rassemblés dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le terme « Éléments protégés » comprend notamment tous dessins, cartes, photographies, plans, rapports, recommandations, estimations et documents élaborés ou reçus par le Fournisseur, ainsi que toutes autres données compilées ou obtenues par lui au titre du Contrat. Le Fournisseur reconnaît et accepte que les Éléments protégés constituent des œuvres réalisées sur commande pour l'UNICEF. Ils sont assimilés aux Informations confidentielles de l'UNICEF et ne sont remis qu'aux responsables autorisés de celui-ci à l'expiration ou en cas de résiliation du Contrat. b) L'UNICEF renonce à revendiquer quelque intérêt dans les droits de propriété intellectuelle ou autre du Fournisseur né avant l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ou qu'il peut acquérir ou avoir acquis indépendamment de l'exécution de ces obligations. Le Fournisseur accorde à l'UNICEF une licence perpétuelle, non exclusive et sans redevance, pour la jouissance de ces droits de propriété intellectuelle ou autre aux seules fins du Contrat et conformément aux stipulations de celui-ci. c) À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur prend toutes dispositions nécessaires, signe tous les documents requis et apporte son concours en vue de protéger ces droits de propriété et les transférer (sous licence dans le cas des droits de propriété intellectuelle visés à l'alinéa b) ci-dessus) à l'UNICEF, conformément au droit applicable et aux stipulations du Contrat.

Confidentialité 5.2 La Partie qui reçoit de l'autre des Informations confidentielles que celle-ci considère comme lui appartenant ou qui lui sont fournies ou communiquées dans le cadre de l'exécution du Contrat ou à l'occasion de son objet veille à assurer leur confidentialité. Elle accorde le même soin et la même discrétion que ceux accordés à ses propres Informations confidentielles pour éviter la communication de celles de la Partie dont elles émanent et ne les utilise qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été transmises. Elle s'interdit de les communiquer à qui que ce soit : a) À l'exception de ses Sociétés affiliées, employés, fonctionnaires, représentants, agents et sous-traitants qui en ont besoin pour l'exécution d'obligations découlant du Contrat ; b) À moins : i) qu'elles ne lui aient été communiquées sans restriction par une tierce partie ; ii) qu'elles n'aient été communiquées par la Partie dont elles émanent à des tiers sans obligation de confidentialité ; iii) qu'elles n'aient été connues du destinataire avant leur communication par la Partie dont elles émanent; iv) qu'elles ne soient établies à un moment quelconque par le destinataire de manière totalement indépendante de leur communication au titre du Contrat.

5.3 S'il est requis de communiquer des Informations confidentielles de l'UNICEF dans le cadre d'une mesure d'instruction ou de police, le Fournisseur, avant d'obtempérer : a) en donne à l'UNICEF un préavis suffisant pour lui permettre d'obtenir l'intervention des autorités publiques nationales compétentes afin de

prendre toute mesure de protection ou autre qu'il estime opportune ; b) avise en conséquence l'autorité requérante. L'UNICEF est en droit de communiquer les Informations confidentielles du Fournisseur dans la mesure requise au titre des résolutions et règlements de ses organes directeurs. 5.4 Le Fournisseur ne peut en aucun cas communiquer à quelque personne, gouvernement ou autorité extérieure à l'UNICEF quelque information dont il a connaissance en raison de ses liens avec l'UNICEF et qui n'a pas été rendue publique, sauf autorisation écrite préalable de celui-ci ; il ne peut en aucun cas utiliser pareille information à des fins privées.

Protection et sécurité des données 5.5 Les Parties conviennent que toutes les Données de l'UNICEF, ainsi que tous les droits (y compris les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété), titres et intérêts liés à ces Données, appartiennent exclusivement à l'UNICEF, et que le Fournisseur a une licence non exclusive limitée lui permettant d'accéder aux Données de l'UNICEF et de les utiliser dans le seul but d'exécuter ses obligations découlant du Contrat. À l'exception de cette licence, le Fournisseur n'a aucun autre droit, exprès ou implicite, sur les Données de l'UNICEF ou leur contenu. 5.6 Le Fournisseur confirme qu'il dispose de mesures de protection des données conformes à toutes les normes applicables en la matière et aux exigences légales et qu'il s'engage à les appliquer à la collecte, au stockage, à l'exploitation, au traitement, à la conservation et à la destruction des Données de l'UNICEF. Il s'engage à se conformer à toutes orientations ou conditions d'accès et de divulgation des Données de l'UNICEF qui lui sont notifiées. 5.7 Le Fournisseur prend toutes les dispositions utiles pour assurer la séparation logique des Données de l'UNICEF d'autres informations dans toute la mesure du possible. Il utilise des garanties et des contrôles (infrastructures administratives, techniques, physiques, procédurales et sécuritaires, installations, outils, technologies, pratiques et autres mesures de protection) nécessaires et suffisants pour s'acquitter de ses obligations de confidentialité visées au présent article qui s'appliquent aux Données de l'UNICEF. Si l'UNICEF en fait la demande, le Fournisseur lui fournit des copies des politiques applicables et une description des garanties et des contrôles qu'il utilise pour s'acquitter de ses obligations au titre du présent paragraphe, ces politiques et cette description étant traitées comme des Informations confidentielles du Fournisseur dans le cadre du Contrat. L'UNICEF peut évaluer l'efficacité de ces garanties, contrôles et mesures de protection, et, s'il en fait la demande, le Fournisseur lui apporte sa pleine coopération dans le cadre d'une telle évaluation sans frais supplémentaires pour l'UNICEF. Le Fournisseur et son Personnel ne procèdent en aucun cas au transfert, à la duplication, à la suppression ou au stockage de Données de l'UNICEF sur un site, réseau ou système de ce dernier sans l'approbation écrite préalable d'un responsable autorisé de l'UNICEF. 5.8 Sauf stipulation contraire du Contrat ou avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF, le Fournisseur n'installe aucun logiciel ou application sur une machine, un réseau ou un système de l'UNICEF. Le Fournisseur déclare et garantit à l'UNICEF que les Services et les Prestations prévus au Contrat ne contiennent aucun Code de désactivation et que l'UNICEF ne recevra du Fournisseur aucun Code de désactivation dans le cadre de l'exécution du Contrat. Sans préjudice des autres droits et voies de droit de l'UNICEF, si un Code de désactivation est identifié, le Fournisseur prend, à ses frais exclusifs, toutes les mesures nécessaires pour : a) restaurer ou reconstituer toutes les Données que l'UNICEF et des Utilisateurs finaux auraient perdues du fait du Code de désactivation ; b) fournir à l'UNICEF une version corrigée des Services sans Code de désactivation ; c) au besoin, exécuter les Services de nouveau. 5.9 En cas d'Incident de sécurité, le Fournisseur prend, le plus tôt possible après avoir eu connaissance de cet

Incident et à ses frais exclusifs, les mesures suivantes : a) informer l'UNICEF de l'Incident de sécurité et des mesures correctives proposées ; b) mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour atténuer ou réparer les dommages ; c) le cas échéant, rétablir l'accès de l'UNICEF et, sur instruction de celui-ci, des Utilisateurs finaux, aux Services. Le Fournisseur tient l'UNICEF informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de réparation des dommages. Il coopère pleinement, à ses frais exclusifs, aux mesures d'enquête, de réparation et d'intervention prises par l'UNICEF en cas d'Incident de Sécurité. Si le Fournisseur ne parvient pas à résoudre, à la satisfaction raisonnable de l'UNICEF, l'Incident de sécurité, ce dernier peut résilier le Contrat avec effet immédiat. Prestataires de services et sous-traitants.

5.10 Le Fournisseur impose à ses prestataires de services, sous-traitants et autres tiers les mêmes exigences en matière de protection des données et de non-divulgence des Informations confidentielles que celles qui lui sont imposées au présent article, et s'engage à les faire respecter par ceux-ci.

Expiration du Contrat 5.11 À l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, le Fournisseur : a) Restitue à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il a reçues de lui, y compris les Données de l'UNICEF, ou, au choix de ce dernier, détruit toutes les copies des informations que lui ou ses sous-traitants détiennent et confirme par écrit cette destruction à l'UNICEF ; b) Transfère à l'UNICEF toutes les informations se rapportant à la propriété intellectuelle ou autre, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 5.1.

6. RESILIATION ; FORCE MAJEURE Résiliation par l'une des Parties pour manquement important 6.1 En cas de manquement important par une Partie à l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre peut lui adresser un avis écrit lui enjoignant de corriger le manquement, dans la mesure où il peut l'être, dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis. Si la Partie en défaut ne remédie pas au manquement dans le délai de trente (30) jours ou si le manquement ne peut être corrigé, l'autre Partie peut résilier le Contrat. La résiliation prend effet trente (30) jours après la réception, par la Partie en défaut, de l'avis de résiliation écrit. L'ouverture d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, conformément à l'article 9 (Privilèges et immunités; règlement des différends) ci-dessous, ne constitue pas un motif de résiliation du Contrat. Droits supplémentaires de résiliation de l'UNICEF 6.2 Outre les droits de résiliation prévus au paragraphe 6.1 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur remise d'un avis écrit à cet effet, sans frais de résiliation ni aucune autre obligation de quelque nature : a) Dans les situations prévues à l'article 7 (Normes déontologiques) et conformément aux conditions qui y sont énoncées ; b) Si le Fournisseur enfreint l'une des dispositions des paragraphes 5.2 à 5.11 (Confidentialité ; protection des données et sécurité) ; c) Si le Fournisseur : i) est déclaré en faillite, fait l'objet d'une mesure de liquidation, devient insolvable, demande un moratoire de ses dettes ou demande à être déclaré insolvable; ii) obtient un moratoire de ses dettes ou est déclaré insolvable; iii) procède à une cession au bénéfice d'un ou plusieurs de ses créanciers; iv) voit ses biens placés sous administration judiciaire pour cause d'insolvabilité; v) propose à ses créanciers un règlement amiable pour éviter d'être déclaré en faillite ou insolvable; vi) a connu, de l'avis raisonnable de l'UNICEF, une détérioration de sa situation financière telle qu'elle risque d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution par lui des obligations découlant du Contrat. 6.3 Outre les droits de résiliation prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat en tout temps sur

remise d'un avis écrit adressé au Fournisseur dans tous les cas où le mandat ou le financement de l'UNICEF se rapportant à l'exécution du Contrat est réduit ou annulé, en tout ou en partie. L'UNICEF peut également résilier le Contrat moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours adressé au Fournisseur sans avoir à motiver sa décision. 6.4 Dès qu'il reçoit un avis de résiliation de l'UNICEF, le Fournisseur prend immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée aux activités qu'il avait entreprises pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses ; il s'abstient, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements dans le cadre du Contrat. En outre, il prend toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que l'UNICEF lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation des biens, corporels ou incorporels, qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels l'UNICEF détient ou est susceptible d'acquérir des droits. 6.5 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur remet immédiatement à l'UNICEF tout travail fini qui n'a pas été livré et accepté avant la réception de l'avis de résiliation, ainsi que toute donnée, matériel ou travail en cours au titre du Contrat. Si l'UNICEF obtient l'assistance d'une autre partie pour continuer les Services ou compléter tout travail inachevé, le Fournisseur apportera une coopération raisonnable à l'UNICEF et à cette partie dans la migration ordonnée des Services et le transfert de toute donnée, et de tout matériel et travail en cours relatif au Contrat. Le Fournisseur restitue, en même temps, à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il lui a fournies et lui transfère toutes les informations sur les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété conformément à l'article 5. 6.6 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur n'a droit au paiement par l'UNICEF que des Services et des Prestations attendues fournis à sa satisfaction conformément au Contrat et uniquement si ceux-ci étaient requis ou demandés avant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation, ou en cas de résiliation par lui-même, avant la date de prise d'effet de cette résiliation. Le Fournisseur n'a droit à aucun paiement autre que ceux prévus au présent paragraphe, mais il demeure responsable envers l'UNICEF de toute perte ou tout dommage que ce dernier pourrait subir en raison d'un manquement de sa part (notamment quant au coût de l'acquisition et de la fourniture de Services ou de Prestations de remplacement). 6.7 Les droits de résiliation visés au présent article s'ajoutent à tous les autres droits et voies de droit dont dispose l'UNICEF au titre du Contrat. Force majeure 6.8 Si un cas de force majeure met définitivement une Partie dans l'incapacité totale ou partielle d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier celui-ci aux conditions énoncées au paragraphe 6.1, sauf que le délai de préavis est alors réduit à sept (7) jours au lieu de trente (30) jours. Le terme « Force majeure » s'entend de tout fait imprévisible et imparable résultant de causes indépendantes de la volonté des Parties et comprend les phénomènes naturels, les actes de guerre (que celle-ci ait été déclarée ou non), les invasions, les révolutions, les insurrections, les actes de terrorisme et tous autres événements de nature ou de gravité comparable. Sont toutefois exclus : a) tout fait causé par la négligence ou l'action intentionnelle d'une Partie; b) tout fait qu'une partie diligente aurait raisonnablement dû prendre en considération ou prévoir au moment où le Contrat a été conclu; c) l'insuffisance de fonds, l'impossibilité d'effectuer les paiements requis au titre du Contrat ou tout phénomène économique,

y compris l'inflation, l'augmentation des prix ou la disponibilité de la main d'œuvre ; d) tout fait résultant de conditions difficiles ou de problèmes logistiques rencontrés par le Fournisseur (y compris les troubles civils) en raison des lieux où l'UNICEF intervient ou est sur le point de le faire ou d'où il se retire, ou lié aux activités d'aide humanitaire, d'urgence ou d'intervention de l'UNICEF.

7. NORMES DEONTOLOGIQUES

7.1 Sous réserve de la portée générale des dispositions de l'article 2, le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier l'exécution des travaux prévus au Contrat à des personnes fiables et compétentes qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de comportement moral et éthique.

7.2 a) Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a offert et n'offrira à aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies quelque avantage direct ou indirect relativement au Contrat, notamment en vue de l'adjudication de celui-ci. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, les faveurs ou l'hospitalité. b) Le Fournisseur déclare et garantit que les exigences ci-après concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être : i) Au cours de l'année qui suit la cessation d'emploi d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il lui est interdit de faire à celui-ci une offre d'emploi directe ou indirecte si, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, il a participé à quelque aspect d'un processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel lui-même a pris part. ii) Au cours des deux (2) années suivant sa cessation d'emploi à l'UNICEF, il est interdit à l'ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF en son nom ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait en son sein. c) Le Fournisseur déclare également, en ce qui concerne tous les aspects du Contrat (y compris l'adjudication de celui-ci par l'UNICEF, ainsi que la sélection des sous-traitants et l'attribution de contrats de sous-traitance), qu'il a fait part à l'UNICEF de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou d'être raisonnablement perçue comme telle.

7.3 Le Fournisseur déclare et garantit également que ni lui ni ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs n'ont fait l'objet d'aucune sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme du système des Nations Unies ou par une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Fournisseur informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses Sociétés affiliées ou son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat.

7.4 Le Fournisseur : a) s'engage à observer les normes déontologiques les plus élevées ; b) s'efforce de protéger l'UNICEF contre la fraude dans l'exécution du Contrat ; c) se conforme aux dispositions applicables du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption. En particulier, il s'interdit tout acte de corruption ou manœuvre frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive au sens du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption ; cet engagement vaut également pour les membres de son Personnel, ses agents et sous-traitants.

7.5 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur se conforme : a) à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements applicables à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; b) aux normes de conduite énoncées par le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies à l'adresse www.ungm.org).

7.6 Le Fournisseur déclare et garantit que ni lui ni ses Sociétés affiliées ne se livrent,

directement ou indirectement: a) à quelque pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 32, ou la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, n° 182 (1999); b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel. 7.7 Le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles de la part de son Personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir quelque service dans le cadre du Contrat. En ce sens, toute activité sexuelle avec une personne de moins de 18 ans, indépendamment des lois relatives à l'âge de consentement, constitue une forme d'exploitation ou d'atteintes sexuelles contre cette personne. En outre, le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son Personnel, y compris ses employés et toute autre personne engagée par lui, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs sexuelles ou d'activités de nature sexuelle à caractère dégradant. Cette disposition constitue une condition fondamentale du Contrat et tout manquement à cet égard donne à l'UNICEF le droit de résilier le Contrat immédiatement, sur avis adressé au Fournisseur, sans aucuns frais de résiliation ou autre obligation de quelque nature. 7.8 Le Fournisseur informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec les engagements et déclarations prévus au présent article. 7.9 Le Fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions du présent article constitue une condition fondamentale du Contrat. a) L'UNICEF se réserve le droit, à son entière discrétion, de suspendre ou de résilier avec effet immédiat le Contrat et tout autre contrat passé entre lui et le Fournisseur sur avis écrit adressé à ce dernier si : i) il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec le Contrat ou en cas de manquement par le Fournisseur à l'un ou l'autre des engagements et déclarations prévus au présent article ou aux dispositions correspondantes de tout contrat le liant au Fournisseur ou à l'une de ses Sociétés affiliées; ii) le Fournisseur ou l'une de ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une sanction ou suspension temporaire au sens du paragraphe 7.3 pendant la durée du Contrat. b) En cas de suspension, si le Fournisseur prend les mesures voulues pour remédier à la situation ou au manquement en question à la satisfaction de l'UNICEF et dans le délai stipulé dans l'avis de résiliation, l'UNICEF peut lever la suspension par notification écrite au Fournisseur, le Contrat et tous les autres contrats concernés recommençant dès lors à produire leurs effets conformément à leurs stipulations. Si toutefois l'UNICEF n'est pas convaincu que le Fournisseur prend à cœur la résolution satisfaisante de l'affaire, il peut en tout temps exercer son droit de résilier le Contrat et tout autre contrat le liant au Fournisseur. c) La suspension ou résiliation au titre du présent article 7 n'entraîne aucuns frais de résiliation ni aucune autre obligation ou autre forme de responsabilité de quelque nature. 8. PLEINE COOPERATION AUX AUDITS ET ENQUETES 8.1 L'UNICEF est en droit d'effectuer des inspections, des audits après paiement ou des enquêtes sur tout aspect du Contrat, y compris son adjudication, son exécution et les prestations des Parties en général, y compris l'observation par le Fournisseur des dispositions de l'article 7 cidessus. Le Fournisseur coopère pleinement et en temps voulu aux inspections, audits après paiement et enquêtes, notamment en donnant accès à son Personnel et à tous documents et données utiles, suivant des modalités de temps et autres qui soient raisonnables, et accorde à l'UNICEF et

aux inspecteurs, vérificateurs ou enquêteurs l'accès à ses locaux à des moments et dans des conditions raisonnables afin qu'ils puissent avoir accès à son Personnel et à tous documents et données utiles. Le Fournisseur exige de ses sous-traitants et agents, y compris ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils apportent leur concours raisonnable aux inspections, audits après paiement et enquêtes effectués par l'UNICEF.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES ; REGLEMENT DES DIFFERENDS

9.1 Aucune disposition du Contrat ni aucun élément y afférent ne doit s'interpréter comme une renonciation, expresse ou implicite, volontaire ou involontaire, à l'un ou l'autre des privilèges et immunités conférés à l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF et ses organes subsidiaires, par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ou autrement.

9.2 Aucun système de droit national ou local ne peut être invoqué pour l'interprétation ou l'application des stipulations et des conditions du Contrat.

9.3 Les Parties font tout leur possible pour régler à l'amiable tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat ou s'y rapportant. Si les Parties souhaitent y parvenir par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dans sa version en vigueur, ou toute autre procédure dont elles pourraient convenir d'un commun accord. Tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat qui n'est pas résolu dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après que l'une des Parties a reçu de l'autre une demande de règlement à l'amiable peut être soumis à arbitrage par l'une ou l'autre. L'arbitrage a lieu conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, dans la ville de New York aux États-Unis d'Amérique. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base des principes généraux du droit commercial international. Il n'est pas habilité à accorder de réparation pour préjudice moral ou à ordonner le paiement d'intérêts à un taux supérieur au taux interbancaire alors en vigueur à Londres (LIBOR) ou d'intérêts composés. La sentence rendue à l'issue d'une telle procédure arbitrale s'impose aux Parties et règle définitivement leur différend, contestation ou réclamation.

10. AVIS

10.1 Tout avis, demande ou consentement requis ou autorisé aux termes du Contrat doit être formulé par écrit et adressé au destinataire désigné à cet effet. Il est remis en mains propres, transmis par courrier recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception. Il est réputé avoir été reçu, selon le cas, au moment de sa remise en mains propres, de la signature du récépissé en cas d'envoi par courrier recommandé) ou vingt-quatre (24) heures après l'envoi de l'accusé de réception depuis l'adresse électronique du destinataire en cas d'envoi par courrier électronique avec accusé de réception.

10.2 Tout avis, document ou récépissé délivré dans le cadre du Contrat doit être conforme aux stipulations et conditions de celui-ci, lesquelles prévalent en cas d'ambiguïté, de divergence ou d'incohérence.

10.3 Tous les documents formant le Contrat et tous les documents, avis et récépissés établis ou fournis sous son régime ou s'y rapportant sont réputés comporter les stipulations de l'article 9 (Privilèges et immunités ; également des différends), et sont interprétés et appliqués en conséquence.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Le Fournisseur reconnaît l'engagement de l'UNICEF en faveur de la transparence, ainsi que l'énonce la Politique de celui-ci en matière de divulgation de l'information, et confirme qu'il consent à la communication au public, si l'UNICEF le juge opportun et selon les modalités fixées par lui, des stipulations et conditions du Contrat.

11.2 L'inaction de l'une des Parties à l'égard de tout manquement par l'autre aux conditions du Contrat, n'emporte en aucun cas renonciation à la violation ou au manquement, ni à quelque autre

violation, manquement ou faute à venir, et ne doit pas être interprétée comme telle. 11.3 Dans ses relations avec l'UNICEF, le Fournisseur a qualité d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme plaçant les Parties dans un rapport de mandat ou de coentreprise. 11.4 Le Fournisseur ne peut, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'UNICEF, céder, transférer, donner en gage ou autrement aliéner le Contrat, en tout ou partie, ou les droits et obligations en découlant. 11.5 Ni l'octroi d'un délai au Fournisseur pour remédier à un défaut dans le cadre du Contrat, ni l'exercice tardif ou le non-exercice, par l'UNICEF, d'une autre voie de droit à sa disposition au titre du Contrat, ne doit être interprété comme portant préjudice ou renonciation aux droits ou voies de droit dont l'UNICEF dispose au titre du Contrat. 11.6 Le Fournisseur s'interdit de chercher à saisir ou à grever d'une charge ou d'une sûreté les sommes dues ou devenant exigibles au titre du Contrat ou d'autoriser qui que ce soit d'autre à le faire, et il s'engage à lever ou faire lever toute saisie, charge ou sûreté existante. 11.7 Le Fournisseur s'abstient de faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, de sa relation contractuelle avec l'UNICEF ou l'Organisation des Nations Unies. Hormis les références au nom de l'UNICEF dans les rapports annuels ou les communications entre lui et ce dernier, son Personnel et ses sous-traitants, il s'abstient d'utiliser, de quelque manière que ce soit, dans le cadre de ses activités et sans l'autorisation écrite de l'UNICEF, le nom, l'emblème ou le sceau officiel de celui-ci ou de l'Organisation des Nations Unies, ou toute abréviation du nom s'y rapportant. 11.8 Le Contrat peut être traduit dans d'autres langues. La traduction du Contrat est faite par souci de commodité uniquement et la version anglaise prévaut en toutes circonstances. 11.9 Aucune modification du Contrat, aucune renonciation à l'une de ses stipulations, ni aucun autre rapport contractuel avec le Fournisseur ne peut être réputé valable et opposable à l'UNICEF à moins d'avoir été constaté sous la forme d'un avenant écrit au Contrat, signé par un responsable autorisé de l'UNICEF. 11.10 La fourniture des Services et Prestations attendues et l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat sont sans effet sur l'application des dispositions énoncées aux paragraphes 2.14., 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 et 11.7. **

